

We Are Nature.Brussels : « Complètement bâtir Bruxelles ne résoudra pas la pénurie de logements »

Bruzz – Kris Hendrickx – 12/10/23

Traduction libre avec Google Translate de l'article de Bruzz

<https://www.bruzz.be/stedenbouw/we-are-naturebrussels-brussel-volbouwen-lost-de-woningnood-niet-op-2023-10-12>

Interdiction totale d'encre construire sur les derniers espaces ouverts de la ville. C'est ce que demande le collectif de citoyens *We Are Nature.Brussels*, qui poursuit le gouvernement régional en justice. Søren Stecher-Rasmussen et Jean-Baptiste Godinot, deux cofondateurs du collectif, expliquent pourquoi. "Il y a une destruction systématique de la nature", disent-ils.

Qui sont Jean-Baptiste Godinot et Søren Stecher-Rasmussen ?

Ils ne sont pas contre le gouvernement, mais aident simplement les ministres à mettre en œuvre leurs propres politiques. Søren Stecher-Rasmussen semble presque s'excuser lorsque nous entrons dans le café Living Room, dans le quartier européen. Comme Jean-Baptiste Godinot, il est l'un des fondateurs de *We are Nature.Brussels*. Cette organisation à but non lucratif a été fondée par des collectifs citoyens bruxellois qui, ces dernières années, se sont battus pour une série d'espaces verts menacés. Le Donderberg à Laeken, le Chant des Cailles à Watermael-Bosvoorde et la friche Josaphat à Schaerbeek et Evere ne sont que quelques-uns d'entre eux. Avec plus de neuf cents Bruxellois, l'asbl porte désormais plainte. "La fuite en avant doit s'arrêter maintenant."

Pourquoi un tel moratoire sur la construction là où il y a de la verdure est-il réellement nécessaire ?

Søren Stecher-Rasmussen : Parce qu'il y a une destruction systématique de la nature, alors que dans le même temps nous sommes confrontés au réchauffement climatique et à un effondrement de la biodiversité. Ces phénomènes ont déjà un impact sur la ville : nous avons des îlots de chaleur et le niveau de la nappe phréatique baisse. La nature apporte des solutions à ces problèmes : elle offre de la fraîcheur, régule l'eau, etc. En même temps, la nature est importante pour la santé physique et mentale. Il faut arrêter de la détruire.

Un moratoire sur la construction dans la ville n'est-il pas anti-écologique ? Si nous laissons davantage de personnes vivre en ville, où les émissions de CO2 sont plus faibles, nous devons construire moins de lotissements, où les habitants dépendent de la voiture et consomment plus d'énergie. C'est ainsi que vous sauvez la nature.

Jean-Baptiste Godinot : On entend souvent ce discours-là parmi le gouvernants et les promoteurs immobiliers. Cela semble logique, mais la réalité est différente. Des constructions ont lieu partout, dans et hors de la ville, à Bruxelles, en Flandre et en Wallonie. La densification des villes n'a jamais empêché de construire en dehors d'elles. Comme nous sommes nombreux sur un petit territoire, nous allons vraiment avoir des ennuis en Belgique.

Un moratoire sur la construction sur des espaces verts signifie que l'on peut créer beaucoup moins de nouveaux logements, alors que nous en avons désespérément besoin : des dizaines de milliers de personnes attendent un logement social à Bruxelles et les loyers réguliers continuent également d'augmenter. Est-ce que ça vaut vraiment le coup ?

Godinot : Mais nous avons bétonné et construit en masse à Bruxelles ces trente dernières années et pourtant nous avons toujours une crise du logement ! La liste d'attente pour un logement social est passée de 10 000 à plus de 50 000 au cours de cette période.

Les faits suivants sont importants pour comprendre la situation. (Résumé) Un : il y a plus de foyers que de familles à Bruxelles. Deuxièmement : les nouvelles maisons qui arrivent sur le marché se situent plus souvent dans le segment cher que dans le segment abordable. Troisièmement : il y a beaucoup de bureaux vacants (environ 1 million de mètres carrés, soit environ 15 000 logements de 70 mètres carrés, ndlr), en plus de 4 900 logements sociaux vacants et d'un autre entre 12 000 et 20 000 logements ordinaires qui sont vacants. Quatrièmement : parce que le marché locatif n'est pas réglementé, les prix continuent d'augmenter. Même si vous remplissez tous les espaces verts de béton, le problème restera le même.

Quelle est alors la solution à la crise du logement ?

Godinot : Réguler le marché immobilier, convertir les immeubles vacants en logements et construire plus haut ici et là, même là où il y a déjà des maisons.

Le plus grand espace vert qui fait régulièrement l'actualité est le site Josaphat. Le PS souhaite en bâtir une grande partie, les organisations de protection de la nature souhaitent que toute la zone située à gauche de la voie ferrée reste verte. N'y a-t-il vraiment aucun compromis intelligent possible ?

Godinot : C'est précisément pour cela que nous demandons un moratoire. Nous voulons qu'on prenne le temps de réfléchir à une bonne solution. Peut-être que vous pouvez construire un peu, mais il faut d'abord savoir clairement où cela sera compensé. Nous devons donc d'abord tracer une ligne rouge. Autrement, nous continuerons à vivre la même fuite en avant que celle à laquelle nous assistons depuis un demi-siècle. "Nous verrons plus tard." Mais plus tard, c'est maintenant ! Lorsque nous élaborons de nouveaux plans, nous devons de toute urgence tenir compte du stress thermique. Nous avons bien une carte thermique à Bruxelles, mais pas de véritable stratégie contre les îlots de chaleur, ce qui est incroyable.

Vous êtes également contre l'étang de baignade de Neerpede. Il est un « futur martyr écologique qui sera sacrifié sur l'autel des loisirs de consommation », peut-on lire sur votre site Internet. Comment s'opposer à un étang de baignade en période de réchauffement climatique ?

Godinot : Nous n'avons pas choisi la formulation. Mais quand on étudie les plans, on s'aperçoit qu'il s'agit d'un projet énorme. Au total, il y aurait jusqu'à 2 000 personnes sur place en même temps, ce qui pose un problème d'écologie, de sécurité et de mobilité. Le système de filtration n'a pas non plus été conçu pour des centaines de personnes nageant en même temps. Et le Neerpedebeek, qui se charge des pesticides du Pajottenland, alimente également l'étang.

Nous sommes favorables à la baignade en plein air à Bruxelles, mais elle doit être soigneusement préparée, le canal est bien mieux adapté. Nous avons également demandé au bourgmestre ce qu'il ferait s'il y avait encore cinq cents personnes assises le soir au bord de l'étang avec de l'alcool. À notre avis, il ne pouvait garantir la sécurité qu'en clôturant la zone.

Les poursuites liées au climat sont de plus en plus fréquentes. Il existe déjà une affaire climatique au niveau fédéral et régional, et au niveau européen, tous les pays sont poursuivis en justice par quarante jeunes Portugais. D'où vient cette croissance ?

Godinot : Le nombre de cas explose en effet dans le monde, passant de 815 en 2018 à 2 000 cette année. La majorité a lieu aux États-Unis, puis en Europe et aussi en Amérique latine. Pourquoi? Dans de plus en plus d'endroits, les gens ont le sentiment que leur vie est menacée. En Europe, on constate que la plupart des plaintes aboutissent à une déclaration positive pour le climat. Le cas néerlandais Urgenda en est un bon exemple. La politique a été contrainte de réduire ses émissions de gaz à effet de serre. Le Climate Case avait également raison, mais il n'est actuellement assorti d'aucune mesure contraignante. Le dossier climatique se concentre sur les émissions, tandis que notre accent est mis sur l'adaptation climatique : adapter la ville au changement climatique. Le gros problème de ce type d'affaires judiciaires est qu'il n'y a souvent aucune volonté politique pour mettre ces décisions en œuvre.

Que vaut une décision judiciaire si les politiques et l'opinion publique ne veulent pas coopérer ? Ensuite, vous n'obtenez que de la résistance et une recherche de failles, n'est-ce pas ?

Godinot : Notre avocat souligne souvent qu'il faut aussi tenir compte de l'opinion publique, c'est une bataille avec une partie juridique, mais elle ne se limite pas à cela. C'est pourquoi nous sommes si heureux que neuf cents personnes se soient déjà inscrites comme co-plaignants, soit plus qu'Urgenda aux Pays-Bas.

Que devrait-il se passer ensuite ? Le gouvernement bruxellois n'a pas répondu à la mise en demeure de juin.

Godinot : Il y aura désormais une convocation du gouvernement, après quoi le juge établira un calendrier. Et c'est dommage qu'il n'y ait pas eu de réponse. Sur le plan

démocratique également, car nous avons reçu la promesse du cabinet du Premier ministre bruxellois Rudi Vervoort (PS) qu'une réponse serait apportée.

Peut-être n'y a-t-il pas non plus d'unité au sein du gouvernement, y compris entre les rouges et les verts ?

Godinot : Certainement. On a aussi vu ce désaccord politique au sein d'un gouvernement avec Climate Case.

L'effet des grands espaces verts sur la chaleur reste finalement assez local. N'est-il pas plus important de planter partout de la verdure dans les rues qui a un effet local plutôt que d'imposer un moratoire sur la construction d'espaces ouverts ?

Godinot : Bien sûr, nous voulons aussi des arbres partout dans la ville, mais il faut trouver l'endroit où les planter. Dans le même temps, de plus en plus d'études montrent que le bord extérieur peut également refroidir le centre. Sans la Forêt de Soignes ou Neerpede, le centre-ville serait clairement plus chaud. Et la biodiversité a aussi besoin d'une certaine superficie.

Les défenseurs des espaces verts appartiennent souvent à une certaine classe moyenne dotée d'un capital culturel et économique. Il est alors plus facile de se soucier de la biodiversité. D'autres habitants de la ville n'ont pas ce luxe et se demandent comment ils vont payer leur loyer.

Stecher-Rasmussen : Nous ne le faisons pas par réflexe et nous nous préoccupons également du logement des citoyens les plus pauvres.

Godinot : Il est vrai que les défenseurs du climat n'ont souvent pas ces préoccupations existentielles. Dans le même temps, ce sont les pauvres qui souffrent le plus du réchauffement climatique, et qui vivent dans les quartiers les plus chauds. Mais en tant que membre de la classe moyenne, vous pouvez parfaitement faire campagne pour le climat en sachant que vous le faites principalement pour les plus vulnérables.